

Zeitschrift: Femmes suisses et le Mouvement féministe : organe officiel des informations de l'Alliance de Sociétés Féminines Suisses

Band: 76 (1988)

Heft: [8-9]

Artikel: ADF suisse : pas de révolution !

Autor: Chapuis-Bischof, Simone

DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-278756>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 18.10.2024

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

ADF suisse : pas de révolution !

L'assemblée des déléguées des 27 et 28 mai dernier tout comme l'assemblée extraordinaire du 25 juin ont prouvé l'attachement de la majorité des participantes à l'Association pour les droits de la femme et leur confiance dans les structures qui sont actuellement les siennes.

L'ADF était l'invitée du Groupe d'intérêt pour l'égalité politique des femmes en Appenzell, Rhodes-Extérieures (association dont le sigle est IG) les 27 et 28 mai. Il était important, et sans doute significatif, que l'ADF — au moment où elle se pose quelques questions sur son avenir, sur la façon dont elle entend continuer son combat — soit en quelque sorte confrontée à ses origines en retrouvant des femmes qui en sont encore à lutter pour la reconnaissance des droits de vote et d'éligibilité.

Si cette réunion était importante pour l'ADF, elle l'était encore plus pour les Appenzelloises : toutes celles qui nous ont reçues de manière si accueillante (d'Aline Auer, responsable de l'IG, à Mme Pletscher, la si charmante octogénaire) toutes sont déterminées à gagner la partie en 1989, lorsque sera posée pour la sixième fois la question à la Landsgemeinde.

L'assemblée statutaire : deux résolutions

Les déléguées prennent acte du rapport annuel, approuvent les comptes 1987 et le budget 1988, remercient quatre membres démissionnaires (Mmes Mahrer, Rimoncini, Epprecht et von Rotz) d'avoir collaboré pendant quelques années aux travaux du comité central, procèdent à l'élection de trois nouvelles : Gilberte Muller de Genève, Gaby Jenö-Frei de Bâle et Janine Constantin de Neuchâtel.

Deux résolutions sont adoptées :

- l'une demandant au Conseil fédéral de reprendre le problème de l'assurance maternité ;
- l'autre concernant le sexisme du langage et relevant que l'obstination des auteurs de textes légaux à utiliser des termes soi-disant neutres aboutit parfois à des aberrations. (Exemple : *un étranger* peut après mariage avec *un citoyen suisse* obtenir la naturalisation facilitée... !)



Femmes et partis à Trogen : un public attentif

La journée d'étude : femmes et partis

« Politique de parti — politique féminine », tel était le thème général de la journée d'étude qui suivit l'assemblée, le 28 mai. L'on y vit s'affronter les tenants d'un féminisme pur et dur et celles qui défendent la multiplicité des tendances. Les travaux de groupes furent introduits par les exposés de trois conférencières : Silvia Ricci Lempen, rédactrice de *Femmes Suisses*, Thann-Huyen Ballmer-Cao, politologue, et Christiane Mathys-Reymond, nommée depuis présidente de l'ADF-Vaud.

De ces riches échanges d'idées (exposés et travaux de groupes), nous retiendrons la longue discussion quant à la difficulté d'arriver à un consensus féministe ; mais cette difficulté ne doit pas pour autant nous faire renoncer : les participantes ont été unanimes à reconnaître l'importance de l'ADF, lieu de confrontation d'opinions, de préparation à la vie ou à l'action politiques.

Retenons aussi cette image (jolie) du gâteau : voulons-nous apporter notre contribution au gâteau existant en tâchant de corriger ses défauts (les inégalités) ou voulons-nous pétrir avec de nouveaux ingrédients un gâteau nouveau ? Réponse personnelle de l'auteur de ces lignes : laissons aux cuisinières de l'ADF la liberté de répondre à cette question chacune à sa manière pourvu qu'elle soit féministe !

Les structures en question

Décidée le 27 mai, l'assemblée extraordinaire du 25 juin devait d'une part discuter des structures de l'association (cause pour certaines d'un certain malaise) et, d'autre part, du remplacement de la présidente, Christiane Langenberger-Jaeger étant démissionnaire.

Le 25 juin, le « malaise » fut largement relativisé, une bonne partie des sections (aussi bien alémaniques que romandes) n'en éprouvant aucun. La section de Bâle avait fait à l'avance quelques propositions de changements de structures qui servirent de base à la discussion, mais qui furent rejetées par la majorité des participantes qui ne voulurent pas changer le système d'élection au comité central (les candidates sont trop peu nombreuses), ni accepter d'instituer une présidence à trois têtes dans les statuts. L'absence de candidates pour remplacer Christiane Langenberger aurait pu faire admettre provisoirement l'idée du « Triumfeminat » comme l'appelaient les Bâloises, mais là non plus il n'y avait pas trois candidatures nettes. Aussi la décision a-t-elle été prise de confier au comité central, dans son ensemble, la tâche de conduire les activités de l'association.

Les membres du comité et les déléguées prirent congé avec beaucoup de regrets de celle qui avait été leur présidente dynamique pendant sept ans. Elles savent bien que ce n'est pas le féminisme que Christiane Langenberger quitte mais la fonction de présidente, fonction qui s'est peu à peu tellement enflée qu'elle en est devenue un travail quasiment à plein temps. Le féminisme continuera d'occuper Christiane Langenberger, qui représente l'ADF à la Commission fédérale pour les questions féminines et qui est responsable romande de « Des paroles aux actes ».